

**Ordonnance  
concernant l'encouragement des activités  
de jeunesse extra-scolaires  
(Ordonnance sur les activités de jeunesse, OAJ)**

du 10 décembre 1990 (Etat le 18 novembre 2003)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu l'art. 12, al. 1, de la loi fédérale du 6 octobre 1989<sup>1</sup> concernant l'encouragement des activités de jeunesse extra-scolaires (loi sur les activités de jeunesse, LAJ),

*arrête:*

## **Chapitre 1 Aides financières**

### **Art. 1 Répartition des aides financières**

Les crédits annuels destinés à l'encouragement des activités de jeunesse extra-scolaires sont alloués, en règle générale, à raison de 90 pour cent sous forme d'aides financières annuelles et à raison de 10 pour cent sous forme d'aides à des projets particuliers.

### **Art. 2 Composition des aides financières annuelles**

<sup>1</sup> Les aides financières annuelles se composent d'un forfait annuel et de contributions aux frais de formation des responsables d'activités de jeunesse.

<sup>2</sup> Les crédits destinés aux aides financières annuelles sont, en règle générale, versés à raison de 70 pour cent à titre de forfaits annuels et à raison de 30 pour cent à titre d'indemnités pour la formation des responsables d'activités de jeunesse.

### **Art. 3 Forfait annuel**

<sup>1</sup> Le forfait annuel est calculé d'après le domaine d'activité (art. 4) et les structures (art. 5, al. 1) de l'organisme responsable.

<sup>2</sup> Le forfait annuel est alloué pour une année civile sur la base des conditions en vigueur les trois dernières années.<sup>2</sup>

RO 1990 2012

<sup>1</sup> RS 446.1

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 7 déc. 2001 (RO 2002 179).

**Art. 4**            Domaine d'activité

Le domaine d'activité de l'organisme responsable comprend notamment l'organisation de manifestations, y compris les échanges de jeunes, l'information, la documentation, la coordination et la coopération à l'échelle nationale et internationale.

**Art. 5**            Structures

<sup>1</sup> Les structures d'un organisme responsable sont déterminées par des éléments tels que la forme d'organisation interne, la taille, l'extension géographique, le multilinguisme, l'existence d'un service d'information et la structure financière.

<sup>2</sup> Les organismes qui se consacrent exclusivement à des activités de jeunesse, qui accordent aux jeunes autonomie et droit de co-décision et qui favorisent l'égalité des sexes et la participation des personnes de nationalité étrangère peuvent être jugés particulièrement dignes d'être encouragés.

<sup>3</sup> ...<sup>3</sup>

**Art. 6**            Calcul des forfaits annuels

<sup>1</sup> Chaque organisme responsable reçoit un certain nombre de points d'après son domaine d'activité et ses structures.

<sup>2</sup> Les crédits destinés aux forfaits annuels sont répartis entre les organismes responsables proportionnellement au nombre de points qui leur a été attribué.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> L'Office fédéral de la culture (OFC) peut allouer les forfaits annuels sur la base de conventions de prestations plutôt qu'en fonction du nombre de points. Les conventions de prestations peuvent être passées avec des organismes responsables:

- a. qui représentent à l'échelle nationale, en leur qualité d'association faîtière, de plate-forme de coordination ou d'une manière analogue, un nombre notable d'organismes responsables qui, pour leur part, remplissent des tâches visées à l'art. 5, al. 1, let a à c, LAJ;
- b. qui fournissent à l'échelle nationale des prestations notables en faveur des activités de jeunesse extra-scolaires.<sup>5</sup>

**Art. 7**            Formation des responsables d'activités de jeunesse

<sup>1</sup> Par formation des responsables d'activités de jeunesse, on entend les formations régulièrement organisées pour les jeunes par les organismes responsables (cours, séminaires, cycles de formation, etc.). La formation doit se distinguer clairement des activités statutaires ordinaires, elle doit préparer les jeunes à assumer des fonctions de direction et d'encadrement et viser à améliorer leurs connaissances et leurs aptitudes.

<sup>3</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 7 déc. 2001 (RO 2002 179).

<sup>4</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 7 déc. 2001 (RO 2002 179).

<sup>5</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 7 déc. 2001 (RO 2002 179).

<sup>2</sup> L'OFC convient avec les organismes responsables des exigences que doit remplir la formation des responsables d'activités de jeunesse.<sup>6</sup>

**Art. 8<sup>7</sup>**            Calcul des indemnités allouées pour la formation des responsables d'activités de jeunesse

<sup>1</sup> La formation des responsables d'activités de jeunesse est indemnisée une fois par an.

<sup>2</sup> Les prestations des organismes responsables sont appréciées d'après un système de points qui tient compte en particulier du nombre de jours de formation, du nombre de participants et de l'importance régionale ou nationale des cours.

<sup>3</sup> Les organismes responsables reçoivent une indemnité calculée en fonction du nombre de points qui leur a été attribué. L'art. 6, al. 1, de la loi sur les activités de jeunesse est réservé.

<sup>4</sup> Le solde éventuel est utilisé sous forme d'aides à des projets particuliers.

**Art. 9**                Aides à des projets particuliers

<sup>1</sup> Les crédits destinés aux projets particuliers sont utilisés pour des projets nationaux et internationaux.

<sup>2</sup> Les aides à des projets particuliers sont accordées quatre fois par an. Deux tiers du montant alloué sont en règle générale versés lors de la décision portant octroi de l'aide. Le solde est versé après l'achèvement du projet sur la base d'un rapport et d'un décompte.

**Art. 10**             Directives

<sup>1</sup> Le Département fédéral de l'intérieur (DFI) arrête des directives réglant les modalités de calcul des aides financières.

<sup>2</sup> Les associations faitières des organisations de jeunesse doivent être entendues avant l'adoption des directives et avant toute modification de leur contenu.

**Art. 11**             Dépenses imputables

<sup>1</sup> Sont réputées dépenses imputables au sens de l'art. 6, al. 1, de la LAJ, les frais d'exploitation découlant de la préparation et de l'exécution des activités statutaires ordinaires de l'organisme responsable (forfaits annuels) ou de la mise en oeuvre d'un projet (aides à des projets particuliers).

<sup>2</sup> Les dépenses destinées à des investissements extraordinaires ainsi que les frais résultant d'une faute commise par l'organisme responsable (amendes, amortissements d'emprunt, dédommagements, etc.) sont exclus des aides financières.

<sup>6</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 7 déc. 2001 (RO 2002 179).

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 déc. 1993 (RO 1994 18).

**Art. 12** Fixation et versement des aides financières

<sup>1</sup> L'OFC a compétence pour fixer et pour verser les aides financières. Le Conseil suisse des activités de jeunesse participe au calcul des forfaits annuels.

<sup>2</sup> Les membres des associations faitières qui ont été entendus sont tenus d'observer le secret sur les informations et les faits portés à leur connaissance à cette occasion.

**Art. 13** Présentation des demandes

<sup>1</sup> Les demandes de forfaits annuels doivent être déposées auprès de l'OFC avant la fin du mois de mars; elles doivent être accompagnées du compte de résultats et du bilan de l'exercice écoulé ainsi que du programme et du budget de l'année courante. L'OFC notifie ses décisions et conclut les conventions de prestations au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet.<sup>8</sup>

<sup>2</sup> Les demandes d'indemnités pour la formation de responsables d'activités de jeunesse doivent être présentées à l'OFC, accompagnées du décompte des frais, au plus tard aux échéances suivantes: 31 mai pour le 1<sup>er</sup> trimestre, 31 août pour le 2<sup>e</sup> trimestre, 30 novembre pour le 3<sup>e</sup> trimestre, 28 février pour le 4<sup>e</sup> trimestre. L'OFC arrête ses décisions au plus tard à la fin avril de l'année suivante.<sup>9</sup>

<sup>3</sup> Les demandes d'aides financières pour des projets déterminés doivent être déposées auprès de l'OFC avant la réalisation du projet. L'OFC arrête ses décisions les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

<sup>4</sup> L'OFC délivre les formulaires de demande.

**Chapitre 2 Autres prestations****Art. 14**<sup>10</sup>**Art. 15** Remise gratuite d'imprimés de la Confédération

<sup>1</sup> Les organismes ayant droit aux subventions en vertu de la LAJ peuvent obtenir gratuitement auprès de l'Office central fédéral des imprimés et du matériel (OCFIM) des imprimés de la Confédération<sup>11</sup>.

<sup>2</sup> L'OFC dresse chaque année – au besoin plus fréquemment – la liste des imprimés remis gratuitement, d'entente avec la Chancellerie fédérale et les offices intéressés.

<sup>3</sup> Les imprimés sont remis gratuitement sur présentation d'une attestation de l'OFC; celle-ci doit accompagner la commande à l'OCFIM.

<sup>8</sup> Nouvelle teneur de la phrase selon le ch. I de l'O du 7 déc. 2001 (RO **2002** 179).

<sup>9</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 22 déc. 1993 (RO **1994** 18).

<sup>10</sup> Abrogé par le ch. I de l'O du 22 déc. 1993 (RO **1994** 18).

<sup>11</sup> Actuellement «Office fédéral des constructions et de la logistique, Diffusion des publications».

**Art. 16** Matériel de l'armée et matériel de sport

<sup>1</sup> Du matériel de l'armée et du matériel de sport est prêté gratuitement pour la formation des responsables d'activités de jeunesse.

<sup>2</sup> L'Ecole fédérale de sport de Macolin (EFSM) a compétence pour remettre ce matériel.

<sup>3</sup> Le matériel est remis sur présentation d'une attestation de l'OFC, que le requérant doit présenter à l'EFSM avec sa demande.

**Chapitre 3 Autres dispositions****Art. 17** Coordination avec l'encouragement de la gymnastique et du sport

<sup>1</sup> Une seule et même activité ne peut être soutenue simultanément sur la base de la loi fédérale du 17 mars 1972<sup>12</sup> encourageant la gymnastique et les sports et sur la base de la LAJ.

<sup>2</sup> Les demandes de reconnaissance pour la formation de responsables d'activités de jeunesse au sens de l'art. 19 de l'ordonnance du DFI du 10 novembre 1980<sup>13</sup> concernant Jeunesse + Sport (O J + S) doivent être adressées directement à l'EFSM conformément aux dispositions de la troisième partie de ladite ordonnance.

<sup>3</sup> L'OFC ne décerne aucune reconnaissance aux personnes ayant reçu une formation de responsable d'activités de jeunesse.

<sup>4</sup> L'OFC et l'EFSM coordonnent l'exécution des deux lois fédérales.

**Art. 18** Collaboration avec les associations faitières des organisations de jeunesse

L'OFC organise au moins une fois par an une séance de coordination avec les associations faitières suisses des organisations de jeunesse.

**Art. 19<sup>14</sup>** Commission fédérale de l'enfance et de la jeunesse

La Commission fédérale de l'enfance et de la jeunesse se donne un règlement qui doit être approuvé par le DFI.

<sup>12</sup> RS 415.0

<sup>13</sup> [RO 1980 1749, 1984 1021, 1988 52, 1990 1079, 1993 12 3185, 1994 101 1462, 1995 1402 4842, 1996 3115, 1997 1381, 2000 2974. RO 2002 4040 art. 55]. Voir actuellement l'O du DDPS du 7 nov. 2002 (RS 415.31).

<sup>14</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 26 sept. 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2004 (RO 2003 3993).

**Chapitre 4**   **Entrée en vigueur****Art. 20**

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1991.